

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES  
POPULATIONS DES ALPES-MARITIMES  
service environnement

**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Société EXPRESSIONS PARFUMÉES**

**Etablissement de production de matières premières  
et compositions à destination des industries de la parfumerie  
136 chemin de Saint Marc – Le Plan de Grasse - Grasse**

**Arrêté portant mise en demeure**

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**N° 289**

- VU** le livre I, titre VII, du code de l'environnement, notamment les articles L.171-6, L.171-8 et L.172-1 ;
- VU** le livre V, titre I, du code de l'environnement, en particulier les articles L.511-1 et L.514-5 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) visée aux articles L.511-2 et R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 12552 du 21 juillet 2004 fixant à la société EXPRESSIONS PARFUMÉES les prescriptions applicables à l'exploitation de son établissement de production de matières premières et compositions à destination des industries de la parfumerie situé 136 chemin de Saint Marc, le Plan de Grasse, à Grasse ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 septembre 2016, ce rapport ayant été notifié à la société EXPRESSIONS PARFUMÉES par lettre de la même date, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence d'observation de la société EXPRESSIONS PARFUMÉES à la notification susvisée ;
- CONSIDÉRANT** que l'inspection des installations classées constate, dans son rapport susvisé, le transfert de déchets industriels vers une installation d'élimination de déchets non autorisée ;
- CONSIDÉRANT** que cet écart à la réglementation est de nature à porter atteinte aux intérêts environnementaux mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il y a lieu d'y mettre un terme ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

La société EXPRESSIONS PARFUMÉES dont le siège social est situé 136 chemin de Saint Marc – Le Plan de Grasse – 06130 Grasse, ci-après dénommée l'exploitant, est mise en demeure, dans le cadre de la poursuite de l'exploitation de son établissement implanté à la même adresse que son siège social, de se conformer aux dispositions antérieurement édictées selon les détails et les délais énoncés ci-après.

**ARTICLE 2 :**

| Arrêté préfectoral n° 12552 du 21 juillet 2004 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |        |
|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Article                                        | Prescriptions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Délai  |
| 1.4.3                                          | « Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées... » | 1 mois |

Le délai ci-dessus est à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**ARTICLE 3 – Délai et voie de recours**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Nice dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté sera notifié à la société EXPRESSIONS PARFUMÉES.

Ampliation en sera adressée à

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture,
  - M. le Maire de Grasse,
  - M. le chef de l'unité territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL PACA,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nice, le 13 OCT. 2016

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
BPPH 3723

Frédéric MAC KAIN